

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Santé : Guy Patrick Obiang présente son plan d'action à la Première ministre

S'ÉTALANT sur une période de trois ans, ce programme s'articule autour de plusieurs axes.

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

La cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda, a eu une séance de travail il y a quelques jours avec le ministre de la Santé, Guy Patrick Obiang, venu lui présenter son plan d'action prioritaire qui s'étale sur une période de trois ans (2020, 2021, 2022).

L'ancien porte-parole du Comité de pilotage (Copil) du plan de veille et de riposte contre l'épidémie à coronavirus au Gabon a ainsi proposé à la Première ministre un certain nombre d'actions devant, selon lui, toucher le plus grand nombre des populations. L'amélioration de l'offre et celle de l'accès aux soins en font partie. Toutes choses, à en croire Guy Patrick Obiang, en phase avec les projets annoncés par Ossouka Raponda dans sa déclaration de politique générale.

Le ministre de la Santé a indiqué que ces actions s'articulent autour de plusieurs axes. Dans cette op-



Audience à la Primature consacrée à la Santé.

tique, les deux personnalités ont essayé de voir dans quelle mesure le gouvernement pourra élaborer un Code de santé au Gabon. Mais aussi, voir comment renforcer la gouvernance hospitalière ; rendre accessibles et disponibles les médicaments dans les structures sanitaires ; puis développer un programme d'opérationnalisation des départements sanitaires par le biais de la réhabilitation des structures durant la période 2020-2021. "Nous avons posé le diagnostic, la Première ministre nous a donné des orientations très claires pour que nous puissions rendre plus pragmatique le projet d'actions

prioritaires, mais également être réaliste dans sa mise en œuvre", a déclaré Guy Patrick Obiang. Par ailleurs, évoquant la situation actuelle de l'épidémie à coronavirus dans le pays, le ministre de la Santé a confirmé la tendance baissière de la courbe évolutive de la maladie. Il trouve la justification de cette embellie dans le respect des mesures barrières par les populations. "Le rôle du gouvernement est de poursuivre la sensibilisation des populations quant au respect des mesures barrières, notamment le port du masque", a conclu Guy Patrick Obiang.

PDG : Biendi Maganga Moussavou nouveau "camarade"



Le nouveau militant du PDG, Biendi Maganga Moussavou (au centre) a été présenté par le secrétaire national pour la province de la Ngounié, M. Emmanuel Jean Didier Biye (3e à partir de la gauche).

Félicien NDONGO
Mouila/Gabon

PEU après la rencontre avec le secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG), Éric Dodo Bounguendza, inhérente aux lignes directrices du parti au pouvoir, le nouveau "camarade", Biendi Maganga Moussavou s'est rendu le week-end écoulé à Mouila, chef-lieu de la province de la Ngounié. Ob-

jectif : prendre attache avec les responsables locaux des structures de base du PDG.

Ce dernier a donc été reçu, au siège du parti sis à Ngoyina dans le 1er arrondissement de la commune de Mouila, par le secrétaire national du PDG, chargé des Affaires économiques commerciales, financières et de l'Animation politique de la province de la Ngounié, Emmanuel Biye. En présence du membre du Comité permanent du Bureau politique, Alain Simplicie Boun-gouerès, de la présidente du Sénat, Lucie Milebou Aubusson-Mboussou, du ministre délégué aux Affaires étrangères Yolande Nyonda, du secrétaire provincial du PDG, Hilaire Nzikouné et de nombreux militants.

Une rencontre qui officialise (presque) l'adhésion du ministre de l'Agriculture au PDG. Occasion pour ce dernier de s'enquérir des arcanes de sa nouvelle écurie politique. Un test grandeur nature avant la présentation officielle du nouvel arrivant. Il est clair que l'ancien militant du Parti social démocrate (PSD) perdra automatiquement son mandat de conseiller municipal de la commune de Guietsou, chef-lieu du département de la Mougoula dans la province de la Ngounié.

J.KOMBILE MOUSSAVOU

Miroir du gouvernement

Processus d'évaluation enclenché

APRÈS avoir obtenu la confiance des députés le 4 septembre dernier, la cheffe du gouvernement, Rose-Christiane Ossouka Raponda, imprime lentement mais sûrement sa marque à la tête de son équipe.

Après avoir décliné les grandes lignes de son action devant la Représentation nationale, depuis quelques jours, au travers des réunions sectorielles qui se tiennent au 2-Décembre, les membres du gouvernement lui soumettent, à tour de rôle, avec force et détails, leurs plans d'actions de manière à traduire en actes, sur le terrain, les priorités qu'elle avait énoncées à l'Assemblée nationale.

De fait, chaque responsable de département ministériel se trouve ainsi face à ses responsabilités. De sorte que, la Première ministre dispose de suffisamment d'éléments pour

juger et évaluer, de façon objective, leur action. Une évaluation prescrite par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. Laquelle s'avère d'autant plus utile, non seulement, au regard des attentes pressantes et urgentes des populations, mais aussi de la volonté sans cesse renouvelée et exprimée par le numéro un gabonais de changer de paradigme en plaçant désormais l'action publique sous le sceau de l'efficacité, l'exemplarité, le respect des engagements pris, la loyauté, la probité, etc. Qu'à cela ne tienne, ces réunions sectorielles ne sont pas sans rappeler celles que présidait régulièrement le prédécesseur de Rose Christiane Ossouka Raponda à la Primature. Lesquelles, au bout du compte, n'ont guère contribué à l'amélioration des conditions de vie des populations. C'est dire la nécessité, pour l'actuelle locataire du 2-Décembre, de

véritablement se démarquer en veillant en sorte que toutes ces rencontres, au final, aient des impacts réels et positifs dans le quotidien des populations. De sorte que, comme elle l'avait laissé entendre dans le récent entretien qu'elle avait accordé à notre Rédaction, "le gouvernement soit au diapason des enjeux de l'heure".

En somme, comme qui dirait, l'équipe gouvernementale est condamnée à réussir. L'échec n'est pas envisageable. Se détourner de cette voie, reviendrait à discréditer davantage la parole publique. Ce qui, inéluctablement, va éroder le capital confiance dont jouit la Première ministre auprès d'une large partie de l'opinion nationale.